

## **Le Président de l'OEB : de bonnes intentions qui doivent encore se traduire par des résultats positifs**

Les bonnes intentions proclamées par le Président de l'Office européen des brevets (OEB) António Campinos doivent encore se traduire par des résultats positifs estime l'Union syndicale de l'OEB (USOEB).

Dans une lettre adressée aux Chefs de délégations du Conseil d'administration de l'Organisation européenne des brevets et signée du président fédéral de l'USOEB, Joachim Michels, l'USOEB déclare qu'il est temps de procéder à un premier inventaire de la situation, en particulier en ce qui concerne le dialogue social, dans la mesure où M. Campinos a pris ses fonctions de Président il y a maintenant près d'un an.

Le syndicat estime que s'il y a eu un changement d'attitude et que les relations avec le Président ont été plus cordiales, les bonnes intentions doivent encore se traduire par des résultats positifs. L'USOEB attribue cette situation à une possible pression des anciens responsables de l'équipe dirigeante de Benoît Battistelli.

L'un des axes essentiels de la direction de M. Campinos était la restauration du dialogue social. L'USOEB remarque que, sur ce point, elle attendait de M. Campinos qu'il prenne de sérieuses mesures pour traiter les cas concernant tous les représentants du personnel et dirigeants du syndicat qui avaient été « sanctionnés abusivement » par M. Battistelli.

Trois de ces cas ont déjà été déclarés illicites par le Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail.

Pourtant, la lettre explique qu'« aucune mesure claire n'a été prise dans cette direction ».

Elle affirme : « Il ne faudrait pas oublier que les actions concertées de M. Battistelli contre ces représentants du personnel n'ont pas seulement ruiné leurs vies, mais qu'elles ont aussi sérieusement entaché la réputation de l'OEB dans le public. »

« Après neuf mois d'une nouvelle présidence, il n'est pas déraisonnable d'attendre que des mesures plus sérieuses et efficaces soient maintenant prises pour marquer un changement de l'attitude de l'administration envers les représentants du personnel, notamment en rétablissant dans leurs droits tous ceux de nos collègues qui ont été injustement sanctionnés. »

La lettre conclut : « Nous espérons que M. Campinos va maintenant agir rapidement pour mettre un point final au chapitre le plus sombre de l'histoire de l'OEB. »